

Pour Lutte ouvrière, « les patrons du BTP ne font pas pitié »

Lutte ouvrière (LO) a apporté hier son soutien aux grévistes du BTP, en estimant que les patrons « ne font pas pitié » et qu'ils ont « les moyens de payer ».

« Ceux qui donnent le ton dans ces négociations sont en fait les patrons des grands trusts de la construction tels que GTOI, SBTPC, Eiffage ou Holcim. L'activité de leurs salariés leur

permet d'engranger des millions de profit », a commenté le porte-parole régional du parti Jean-Yves Payet lors d'une conférence de presse à Saint-Benoît.

Pour lui, « le chiffre d'affaires du secteur ayant progressé de 4,5 % en un an, ces grands groupes ont les moyens de payer. Mais ils se cachent derrière les PME et leurs sous-trai-

tants à qui ils imposent des prix toujours plus bas et qu'ils poussent parfois à l'asphyxie financière ».

Lutte ouvrière estime également que si la commande publique dans le BTP n'est pas au niveau escompté, « c'est la faute du gouvernement », coupable « d'avoir octroyé des milliards au patronat » à travers le pacte de responsabilité et le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). « Cet argent public manque aujourd'hui pour passer commande de routes, de logements, de transports en commun, pour construire des écoles et des lycées, des hôpitaux, des lieux d'hébergement pour les personnes âgées et les femmes victimes de violences conjugales », énumère Jean-Yves Payet.

Nathalie Arthaud en visite

La tête de liste LO aux dernières régionales (0,48 %) aura l'occasion d'évoquer le sujet avec sa porte-parole nationale Nathalie Arthaud, qui séjournera dans l'île à partir de mercredi prochain et jusqu'au 1er mai. Une réunion publique est

prévue le 28 avril à la médiathèque de Sainte-Suzanne.

Mme Arthaud, qui représentait déjà Lutte ouvrière à la présidentielle de 2012 (0,56 %), a à nouveau été désignée candidate pour la présidentielle de 2017 lors du dernier congrès du parti.

L'opposition au projet de loi El Khomri sera également au cœur de sa visite. Pour Jean-Yves Payet, ce texte vise ni plus ni moins qu'à « faire table rase des lois limitant l'exploitation des travailleurs » et à « nous ramener plus d'un siècle en arrière ».

Pour Didier Lombard, autre porte-parole de LO, la députée PS réunionnaise Monique Orphé a aggravé la dimension antisociale du projet avec un amendement « qui permettra à un patron de licencier du jour au lendemain si son chiffre d'affaires baisse ne serait-ce que pendant un trimestre ».

« Depuis 2012, année de l'élection de Hollande, les coups n'ont cessé de pleuvoir sur les travailleurs », juge Jean-Yves Payet, qui appelle à « la reconstruction d'un vrai parti communiste ».

E.M.



Jean-Yves Payet (à gauche) et ses camarades, qui s'apprêtent à recevoir leur porte-parole nationale Nathalie Arthaud, apportent leur soutien aux salariés du BTP. (Photo E.M.).